

temps de paix on peut toujours remédier aux fautes qui peuvent être commises, mais les fautes en temps de guerre entraînent des résultats qui sont irréparables, causant non seulement la perte de milliers de dollars au pays, mais aussi inutilement la perte de centaines de nobles vies.

Au cours du débat, hier soir, l'honorable premier ministre a paru s'attribuer beaucoup de mérite, parce que le volume du commerce canadien a augmenté. Mon très honorable ami a jeté à profusion des compliments à son ministre des Finances (M. White). Que son objet soit ou non d'apaiser l'honorable ministre des Finances, c'est là une chose que l'honorable premier ministre connaît beaucoup mieux que moi, mais la Chambre n'a pas manqué de remarquer la grande différence de ton entre ce qu'il a dit de son collègue, le ministre des Finances, et sa mention de son autre collègue, le ministre des Travaux publics, (M. Rogers) dont le plus qu'il a pu dire était que dans l'administration de la guerre, il aidait de temps à autre le ministre du Travail à faire certaines choses, et je suis certain que cette différence d'appréciation n'échappera pas non plus à l'attention du pays.

L'honorable premier ministre a prétendu dire que s'il y avait eu accroissement du commerce durant l'année dernière, on devait en attribuer le mérite au ministre des Finances. Mais je crois que la Chambre conviendra avec moi que la part de celui-ci a été bien petite; s'il a contribué en quelque façon à cet accroissement, quelle amère réflexion il doit faire! Il n'y a pas encore cinq ans on nous disait qu'il ne fallait ni commercer ni trafiquer avec les Etats-Unis; que ce serait un crime horrible, une atteinte à la loyauté que nous devons à l'empire, si nous augmentions nos échanges commerciaux avec les Yankees. Mais d'où vient cet accroissement de commerce dont mon très honorable ami a parlé avec tant d'enthousiasme hier soir? En 1911 notre commerce total avec les Etats-Unis n'était que de \$378,000,000, et l'année dernière il s'est élevé à \$800,000,000. En d'autres termes, s'il était déloyal de faire un commerce de \$378,000,000 avec les Etats-Unis en 1911, de quelle perfidie ne doit pas être coupable le ministre des Finances lorsqu'il favorise et acclame un commerce de \$800,000,000?

Je crois que lorsque l'honorable premier ministre aura réfléchi il admettra avec moi que le ministre des Finances a simplement, dans cette circonstance, rempli le rôle de 'a mouche du coche. Je constate que ce

dernier lance de temps à autre dans la presse conservatrice des rescrits dans lesquels il dit que bien que nos industries aient été paralysées depuis le commencement de la guerre, il avait droit à un certain mérite parce que le pays avait pu se maintenir. Tout le monde peut voir par là, avec un peu de réflexion, le ridicule de la prétention émise hier soir par mon très honorable ami.

L'honorable premier ministre a parlé aussi quelque peu de la prolongation de la durée de la législature actuelle, tout en conseillant d'ajourner la discussion de cette question. J'admets que la Chambre devrait remettre la discussion de cette importante question jusqu'au jour où le cabinet soumettra une proposition à ce sujet. Il me sera cependant permis de faire remarquer que mon très honorable ami n'a pas été très heureux dans sa réponse à l'honorable chef de l'opposition à cet égard. Il a rappelé que le très honorable chef du parti libéral a dit en 1914 qu'il ne voudrait pas voir s'ouvrir les portes du pouvoir avec une clef ensanglantée. Mais le chef du Gouvernement a lui-même, en deux ou trois circonstances, voulu se servir d'une clef ensanglantée pour prolonger sa possession du pouvoir. Il a même introduit cette clef dans la serrure deux fois au moins, mais a été obligé de l'en retirer. Tout le monde ici sait que nous n'avons fait aucune réserve dans la session de guerre de 1914, que le Parlement a donné au Gouvernement des pouvoirs presque pléniers en ce qui concerne la conduite de la guerre en votant la loi des mesures de la guerre, et lui a donné plein pouvoir d'utiliser ad libitum les ressources du Trésor du Canada. Nous étions cependant à peine rentrés dans nos foyers après la session, le premier corps militaire de nos forces d'outre-mer était à peine rendu en Angleterre, que le chef du Gouvernement et ses collègues discutaient la question d'avoir une élection générale à ce temps-là. Il est bien connu que certains ministres combattirent, à cette époque, l'idée d'en appeler au pays, parce que l'on ne devait pas abuser de cette preuve de confiance qui venait d'être donnée au Gouvernement par le beau geste du parti libéral. Et, à la session de 1915?

Le très honorable chef du Gouvernement a changé d'idée sur la question du vote aux soldats. A-t-il entendu dire que, dans les tranchées, on voterait contre le présent gouvernement si l'occasion en était fournie? S'il ne l'a pas entendu dire, il y a des milliers de personnes dans ce pays qui l'ont entendu dire. Ce changement d'idée de sa